Genre et classe : poétiques gay dans l'espace public de l'Espagne postfranquiste (1970-1988)

Brice Chamouleau De Matha

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/789>

DOI : 10.4000/bhce.789

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2017

Pagination : 306-309

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Brice Chamouleau De Matha, « Genre et classe : poétiques gay dans l'espace public de l'Espagne postfranquiste (1970-1988) », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 51 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/789> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/bhce.789>

Ces « oublis » de la mémoire consensuelle nous parlent aussi dans une certaine mesure du présent : ils définissent, en creux, ce qui peut et ce qui ne peut pas être « récupéré », « remémoré ». C'est donc la bataille pour la construction de la mémoire de la fin du franquisme et du processus de la Transition qui apparaît en filigrane, et par conséquent, la potentielle remise en cause du pacte fondateur de la démocratie espagnole. C'est parce que la « récupération » de la mémoire a lieu depuis le présent, et de façon bien souvent présentiste, que les fondements de la démocratie sont l'enjeu majeur de la lutte et des polémiques qui ont cours. Si d'aucuns refusent obstinément de faire retour sur le passé, considérant que le processus transitionnel l'a adéquatement clos, le mouvement pour la « récupération » de la mémoire tente, pour sa part, de rééquilibrer ce qui est ressenti comme un tort historique en construisant une narration dans laquelle les luttes de l'antifranquisme viendraient légitimer la démocratie. Si le régime sortant a assuré – notamment au travers de la figure du Roi – la légalité du processus transitionnel, ce serait l'opposition antifranquiste qui lui fournirait une légitimité. Dans les deux cas, c'est la démocratie telle qu'elle a été construite depuis le pacte transitionnel qui apparaît comme le référent ultime : envisagé depuis le présent démocratique, le passé est ainsi relu téléologiquement. C'est parce que le paradigme mémoriel dominant dans les dernières années se construit en prenant comme point de fuite idéal le présent démocratique que l'espace discursif occupé par les expériences militantes hétérodoxes est restreint à l'extrême.

Genre et classe : poétiques gay dans l'espace public de l'Espagne postfranquiste (1970-1988)¹

Brice CHAMOULEAU DE MATHA

Pourquoi, si la démocratisation de l'Espagne après la dictature franquiste est exemplaire, les archives judiciaires font parfois état d'une répression contre des subjectivités homosexuelles jusque dans la deuxième moitié des années 1980 à Barcelone ? L'étude des archives des tribunaux de Dangerosité et de Réhabilitation Sociale franquistes, à Barcelone, permet de mettre en tension un récit que l'Espagne actuelle partage avec d'autres démocraties occidentales sur l'inclusion politique des minorités sexuelles. En Espagne, cette inclusion est symptomatique du bon ordonnancement démocratique après la dictature : si le dictateur Franco réprimait les subjectivités homosexuelles avec la Loi de Dangerosité Sociale votée en 1970, la démocratie les reconnaît progressivement jusqu'à en faire les sujets de la rédemption démocratique. Elles incarnent le chemin vers la liberté entrepris par l'Espagne depuis 1975 d'après le président Zapatero lorsqu'est votée la loi sur le mariage homosexuel. Le mariage gay et la loi de 2007 sur le changement de sexe civil qui n'exige plus d'avoir subi une opération des organes sexuels sont les deux piliers qui constituent le point d'arrivée de cette narration collective qui s'enracine dans la transition démocratique, au moment où les Espagnols plébiscitent la Constitution de 1978 et qu'est abrogé l'article pénalisant les « actes d'homosexualité ».

¹ Thèse soutenue à l'Université de Bordeaux III, le 24 novembre 2014, devant un jury composé de M^{mes} et MM. les profs. Marie Franco (Univ. de Paris III, rapporteur), François Godicheau (Univ. de Bordeaux III, directeur), Jesús Izquierdo Marín (Univ. Autónoma, Madrid), Aránzazu Sarria Buil (Univ. de Bordeaux III) et Mercedes Yusta (Univ. de Paris VIII, présidente).

À la répression observée dans les archives barcelonaises, s'ajoutent des voix militantes en 1984 qui, face à l'urgence vitale que suppose l'expérience du sida, s'élèvent pour souligner leur non-identification aux logiques de représentation homosexuelles à Barcelone. Elles expliquent que le mot « gay » a cessé d'être un cri en Espagne : si quelques années plus tôt, ces subjectivités parvenaient à connecter le sexuel et le social grâce à une participation active dans certaines associations de quartier de Barcelone, dans des espaces politiques où la « marginalité » était appropriée et resignifiée pour politiser la vie quotidienne, au milieu des années 1980, elles font l'expérience d'une désaffiliation sociale marquée. L'expérience qu'elles vivent, située, incarnée dans des désaccords sur le sens des mots des luttes politico-sexuelles dans la démocratie, n'est jamais incorporée à la narration LGBT sur la reconnaissance politique des minorités sexuelles : avec la Constitution, l'État pourvoit les citoyens de droits, l'égalité indépendamment des questions de sexe et un droit à l'intimité, à une « sphère privée » que la dictature niait.

La thèse s'intéresse aux pratiques citoyennes qui ne sont pas prises en compte par cette histoire du sujet de droit de la démocratie espagnole. Comment se produit le passage d'une critique homosexuelle et situationniste contre la morale patriarcale et capitaliste, vers la restriction des revendications LGBT en Espagne dans les stricts termes du droit, et en particulier sur l'accès à la famille ? Si les sciences sociales insistent sur le changement militant, dans les années 1980, par lequel le mariage devient le moyen d'accéder à une égalité effective, rares sont les contributions qui se risquent à formuler des hypothèses sur la motivation d'un tel changement militant. L'étude des archives militantes et des archives judiciaires entre 1970 et 1989 notamment, permet d'avancer certaines de ces hypothèses pour le cas espagnol.

Comprendre pourquoi « gay » n'est plus un cri à Barcelone en 1984 suppose de tenter de reconstituer les contours de communautés d'interprétation passées, qui ne se positionnent pas toutes de la même manière que ce qu'en dit la mémoire de la transition au moment où la démocratie s'institutionnalise en Espagne. Si la Constitution est pour certains le point de départ de la reconnaissance par l'État des minorités sexuelles, pour d'autres, elle incarne la violence symbolique du « consensus », mot-clé de l'immédiat post-franquisme. À Barcelone, en 1978, les collectifs qui politisent les homosexualités se divisent, les uns plaçant pour le respect de l'ordre démocratique en cours de normalisation, les autres en dénonçant la violence : comment accepter une démocratie qui maintient des instruments de répression contre les subjectivités homosexuelles ? La Loi de dangerosité perd son article sur les « actes d'homosexualité » en décembre 1978, mais elle continuera de réprimer les individus qui portent atteinte aux « normes de cohabitation sociale » jusqu'en 1985 ; le Code Pénal réprime le « scandale public » jusqu'en 1988. La reconnaissance des uns s'accompagne de l'exposition au biopouvoir de l'État de communautés importantes en Espagne : l'historiographie a déjà souligné combien la jeunesse espagnole est en rupture avec les générations éduquées *sous* le franquisme, avec les classes moyennes de l'essor économique des années 1960 en Espagne. Les subjectivités homosexuelles s'inscrivent dans ce mouvement : elles font les expériences chimiques de la transition, elles consomment des drogues, des hormones, investissent l'espace public, les associations de quartier, et luttent pour changer les rapports sociaux quotidiens. Si l'État les poursuit, des expériences montrent que les ruptures morales de la transition sont importantes, dès lors que ces subjectivités trouvent dans les associations de quartier des espaces de débat et d'action politique.

Mais dans cette enquête sur les logiques de reconnaissance homosexuelle de la transition, il est difficile de se satisfaire d'un récit sur une société civile démocrate avant-la-lettre aux prises avec l'État. L'étude des langages et leur capacité à construire des communautés politiques invite à comprendre comment, dans la construction des subjectivités politiques, État et société civile partagent des mots pour classer le social et instituer des identités sociales.

Cette remarque invite à identifier l'économie morale qui régit l'accès à l'espace public de l'Espagne postfranquiste. L'Espagne transitionnelle est consensuelle, elle se met d'accord sur l'exigence de s'aligner sur les modèles occidentaux démocrates : elle en incorpore les langages. Concernant la reconnaissance homosexuelle, ce sont ceux des Droits de l'Homme et de la « tolérance » qui sont invoqués et acclimatés en Espagne. Mais l'identification des Espagnols au régime démocratique, qui est massive, ne dit pas ce que signifie être démocrate dans l'Espagne des années 1970. Cette question exige d'historiciser les langages de la démocratie qui comportent, d'après les exclus du consensus, une dimension morale importante qui n'est pas identifiable si l'on oppose démocratie et dictature, si l'on oppose encore, comme le fait la critique citoyenne actuelle en Espagne, société civile et État. Prendre la mesure de l'interpénétration des institutions de l'État et de la société civile permet de soutenir que ceux qui sont encore exposés à la violence de l'État démocratique sont symptomatiques d'une économie morale héritée de la dictature, sans être réductible au « franquisme sociologique ». Lorsque l'Espagne devient démocratique, elle consacre son passage dans le capitalisme de consommation et, avec lui, un sujet sociologique au capital symbolique et économique fort : les « classes moyennes ». Selon Enrique Tierno Galván, un des ténors du Parti Socialiste (PSOE), la

démocratisation de l'Espagne sera une « rébellion des classes moyennes », comme il l'écrit en 1976. Ces « classes moyennes » incarnent le consensus démocratique, qui est génétiquement lié aux politiques économiques du franquisme dès les années 1960. L'analyse doit montrer que les mots de la démocratie sont alors pénétrés des valeurs morales du « consensus » : les subjectivités homosexuelles et leur reconnaissance permettent d'éprouver une telle analyse des langages démocratiques. Ce que les discours militants qui se font l'écho de la répression policière permet de soutenir, c'est que le consensus accompagne une violence physique et « épistémique » : il sépare les citoyens sexuels non tant selon leur orientation sexuelle, mais sur leur identification ou non à la morale du consensus. Alors que les associations progressivement reconnues à la fin de la transition disent qu'elles ont porté les langages de la responsabilité et de l'ordre, du consensus démocratique, leurs autres dénoncent la « barbarie institutionnalisée » qu'est le consensus. Les subjectivités homosexuelles qui dénoncent cette violence politique ont incarné la dissidence morale, sous la forme de discours politiques, mais aussi de pratiques de genre, vestimentaires, en public ; littéralement, elles ont incorporé cette dissidence morale en modifiant la matérialité de leurs corps, par la consommation d'hormones féminines ou d'opérations chirurgicales. Ces subjectivités refusent de vivre dans les normes de genre qu'elles ont héritées, elles expérimentent des sexualités marginales plus librement et s'exposent au biopouvoir de la morale médiocratique. Elles incarnent charnellement les ruptures morales qu'elles déclarent, elles les rendent incontournables dans l'espace public. Leurs corps publics portent sous le regard communautaire ce qui lui fait horreur : les sexualités non hétéronormées, et surtout, le dévoilement impudique de ce qui doit être dissimulé.

Le consensus démocratique, concept politique, prend l'allure d'un gouvernement des populations. Tierno Galván, promoteur de la Movida madrilène des années 1980, en appelle à une nécessaire « ascèse » démocratique. L'espace public ne doit pas être le lieu d'expression des sexualités marginales d'une jeunesse critique à l'endroit de la famille patriarcale: il en appelle à une « nouvelle chasteté sociale ». Le consensus, dans ses actualisations morales, fait advenir une communauté politique qui fait parler d'une même voix néofranquistes et « démocrates ». Si les sciences sociales remarquent souvent la sécularisation très rapide de l'Espagne après la dictature, elles ne voient pas ces usages « démocrates » des mots de la catholicité, effectivement sécularisée: le consensus est catholique, parce qu'il réalise l'idéal d'une communauté politique uniforme, le *pastorat* chrétien comme l'appelait Michel Foucault. L'ascèse démocratique d'Enrique Tierno Galván et la condamnation des subjectivités « violentes » par les militants « responsables » ne sont pas dissociables. Ce sont des actes de parole dont l'intention, désormais mieux identifiable, vise à définir moralement l'espace public postfranquiste. Les catégories du « public » et du « privé », comprises dans leurs usages politiques contingents, laissent entrevoir progressivement leurs significations dans l'Espagne postfranquiste. Loin d'être dialogique, l'espace *public* est l'expression d'une forme violente de gouvernement des populations, où les individus sont sommés de respecter les normes disciplinaires, qui sont aussi des normes genrées et somatiques dans cette Espagne-là. Partant, la conquête démocratique de la sphère privée prend l'allure d'un retour au « placard » forcé. Les droits démocratiques « fondamentaux », loin de privatiser la morale, sont l'expression de sa dimension éminemment publique dans la nouvelle démocratie post-dictatoriale.

L'historicisation des mots de la démocratie oblige à ne pas restreindre la citoyenneté à ce que la mémoire de la transition l'a réduite. Cet effort a plusieurs implications. D'une part, il permet d'observer que l'histoire du sujet LGBT espagnol disponible actuellement en Espagne fait prévaloir l'identification à l'ordre constitutionnel sur l'orientation sexuelle des subjectivités dont il dit écrire l'histoire. L'historicisation des langages démocratiques met au jour ce sous-texte d'une histoire de la différence homosexuelle qui tait l'existence des subjectivités qu'elle n'a pas représentées. Ensuite, elle permet de comprendre les continuités qui se tissent entre les langages de la démocratisation des années 1970 et ceux de l'histoire de la transition aujourd'hui, qui en reproduisent la perspective morale. Ce faisant, elle permet surtout de faire une histoire des subjectivités ayant incarné la « révolution sexuelle » des années 1970 face à l'État: la privatisation des sexualités en Espagne n'est pas envisageable à la seule lumière d'une conquête de collectifs résistants. Elle repose sur le partage de langages et de valeurs entre État et société civile. Cette interpénétration montre que cette privatisation des sexualités, loin d'être le fait d'une autonomisation conquise par la société civile et ses mouvements sociaux, constitue davantage l'aboutissement disciplinaire d'un biopouvoir visant à segmenter le sexuel et le social, le « privé » et le « public ». La question centrale est alors tout autant adressée à la mémoire de la citoyenneté démocratique espagnole qu'aux études *queer* dans la généalogie politique qu'elles se donnent en Espagne. L'interprétation proposée n'est pas réductible au cas hispanique, puisqu'elle engage un paradigme de reconnaissance politique des démocraties occidentales actuelles.